

Traîné en justice par mes adversaires politiques, j'ai accepté de me défendre par respect pour le pouvoir judiciaire qui, avec les pouvoirs législatif et exécutif, constitue un des piliers de notre République et le socle sur lequel se construit et se consolide notre système démocratique.

Mais ce n'est pas sans appréhensions que je l'ai fait, et l'histoire m'a donné raison. Cette procédure ne présente pas de garanties à même d'assurer les droits de ma défense et le fonctionnement normal du système judiciaire dans un État de droit. Depuis le début, je n'ai pas été traité en justiciable comme les autres.

Cela se voit à travers les nombreuses violations qui ont entaché l'enquête préliminaire de police et l'instruction. La procédure a été menée uniquement à charge et avec empressement pour hâter le procès et son issue. Aujourd'hui les masques sont définitivement tombés avec le refus de la Cour d'Appel de Dakar d'exécuter la décision de la Cour de justice de la CEDEAO, qui a constaté ma détention arbitraire et le caractère inéquitable du procès. Je proclame à nouveau la vérité aux Sénégalais : jamais je n'ai trahi leur confiance. Les accusations qui me sont faites sont ignominieuses, hypocrites et infamantes. Aujourd'hui, plus que jamais, je réfute avec force et conviction, chacune de ces dernières qui poursuivent le dessein politique lâche d'entraver la liberté du suffrage.

Je n'accepte pas et je n'accepterai jamais que la démocratie, et à travers elle le vote des Sénégalais soit muselée.

Je veux inviter les Sénégalaises et les Sénégalais à refuser que le seul choix qui leur soit donné soit celui de la perpétuation du régime actuel, à défendre la volonté souveraine du peuple et à faire entendre leurs voix qui, elles seules, doivent décider de l'avenir de notre pays. Je veux m'engager à vos côtés pour construire cet avenir commun.

C'est pourquoi, oui, je suis candidat à l'élection présidentielle du 24 Février 2019, avec la conviction que nous puiserons dans cette épreuve l'énergie pour rassembler les forces vives de la Nation, gagner la confiance du peuple et redresser notre cher pays.

Khalifa Ababacar SALL
Député-Maire de la Ville de Dakar
Le 26 juillet 2018

